



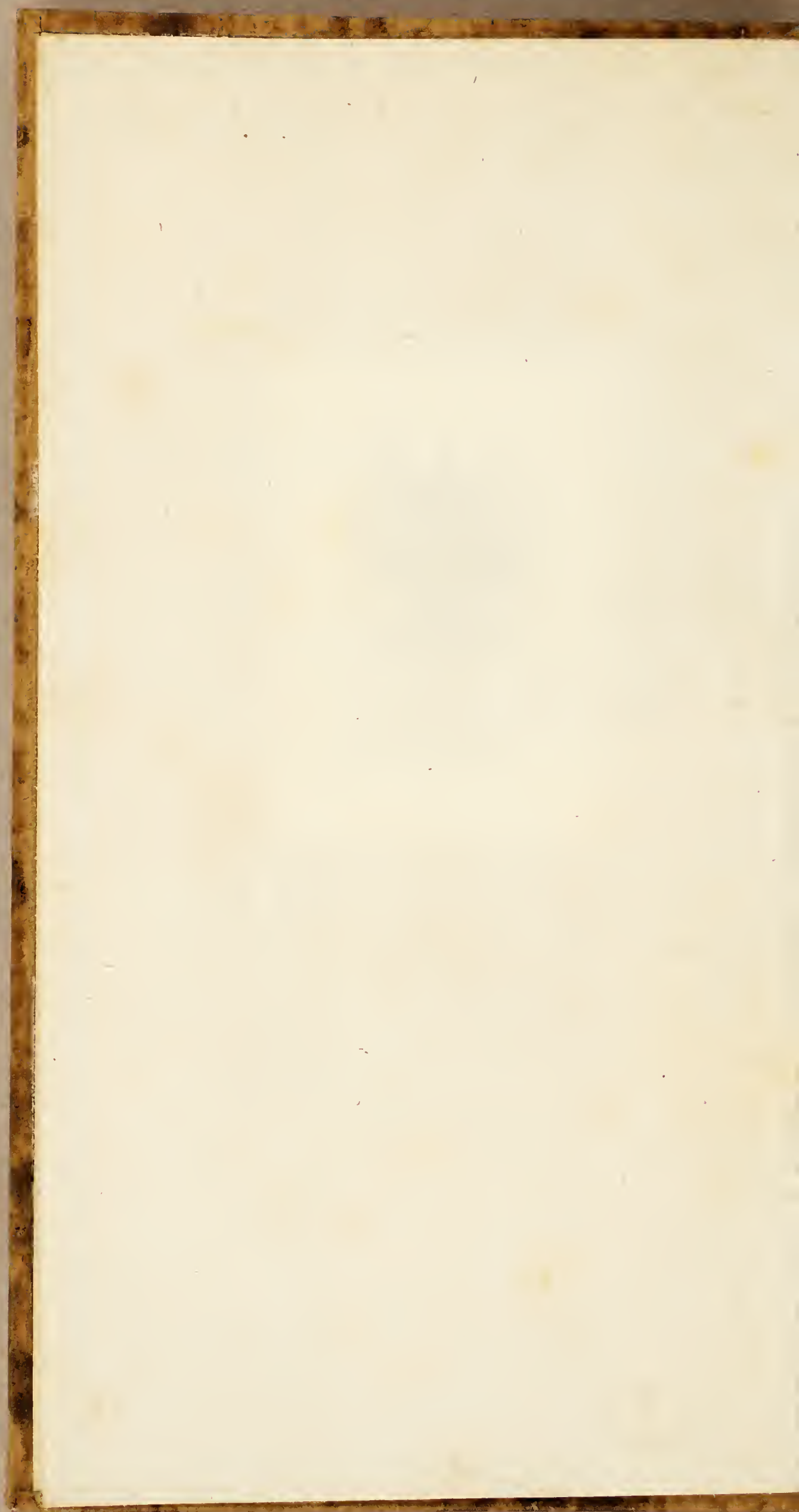
9

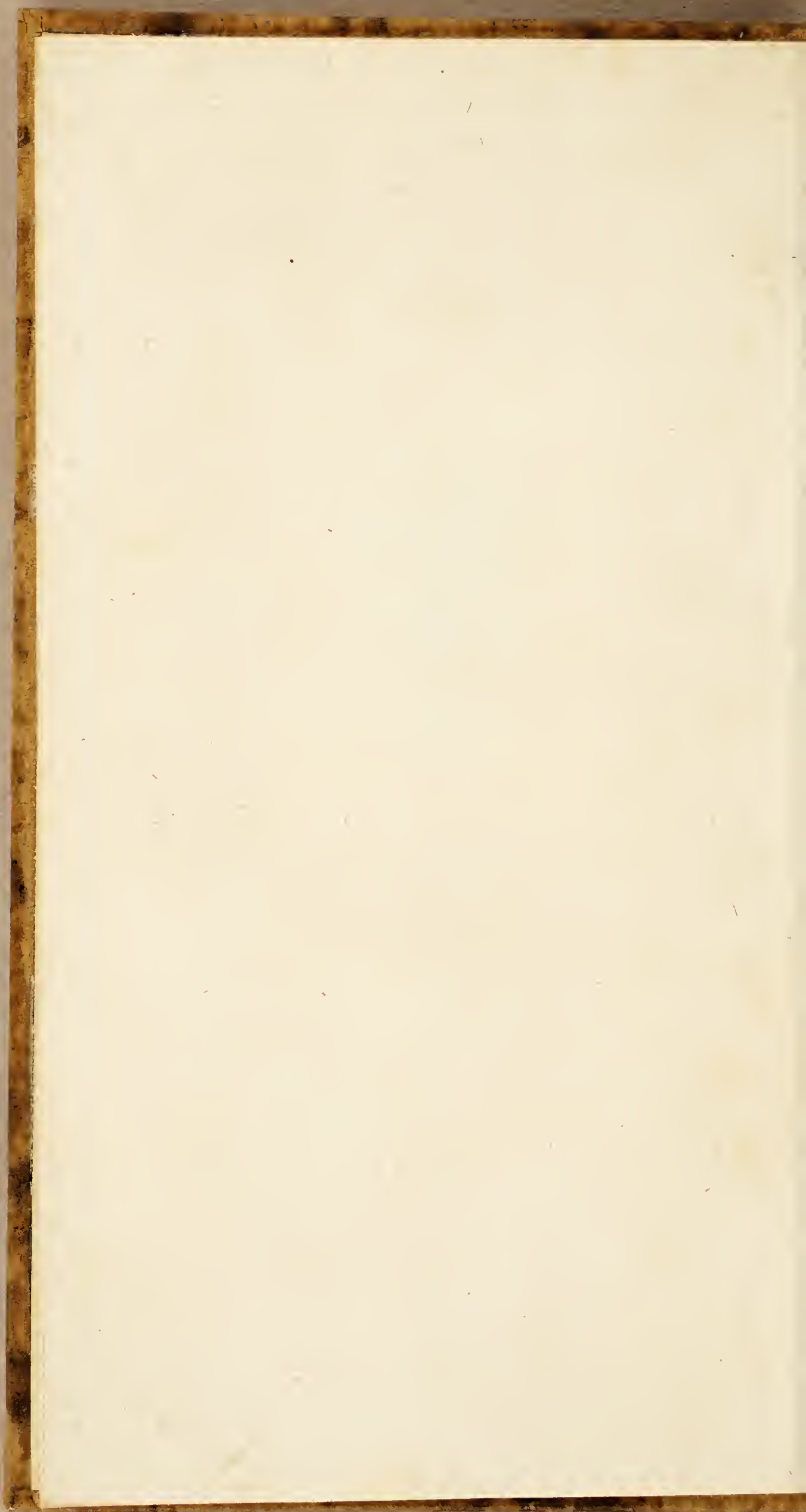


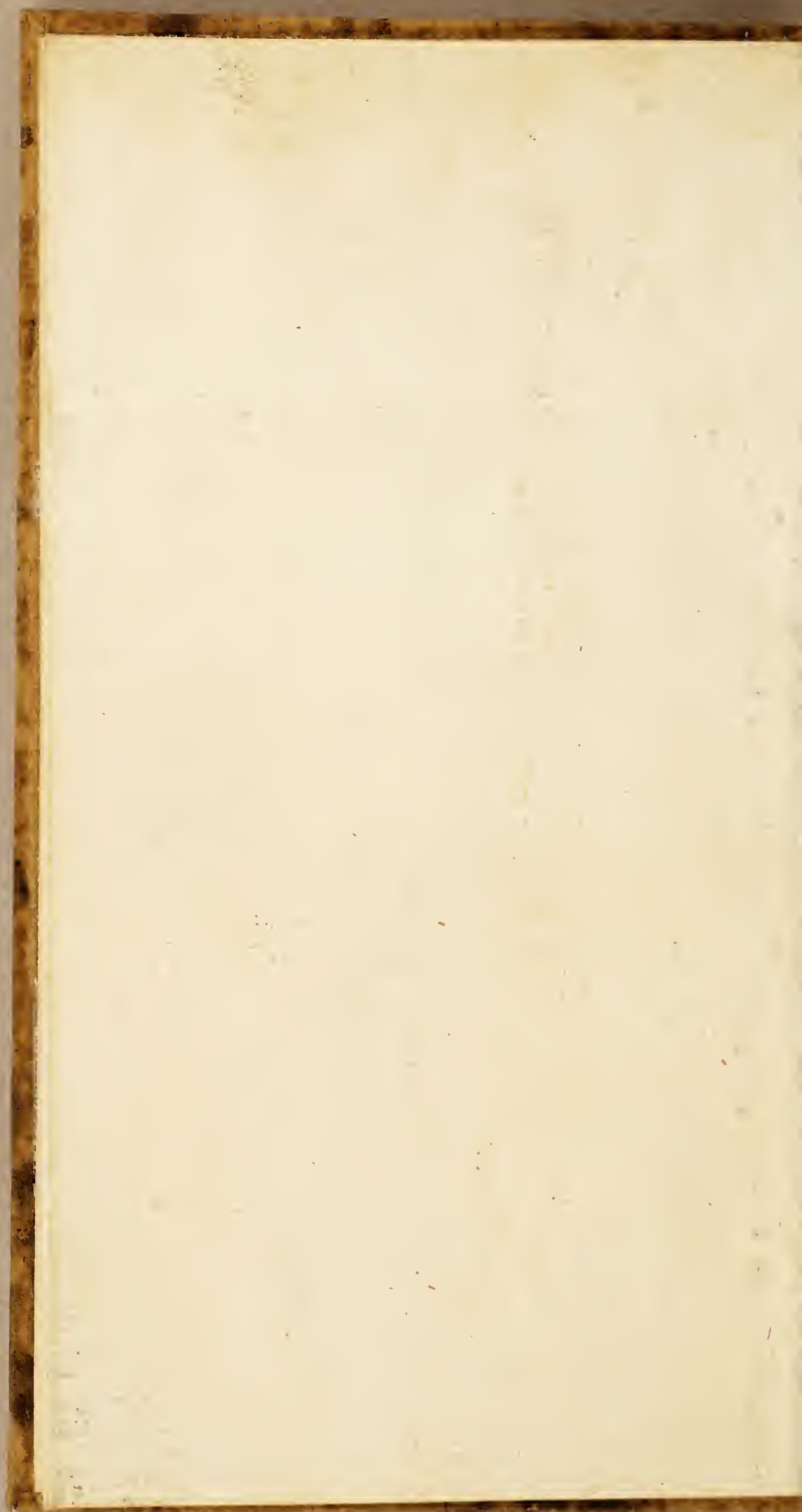
John Carter Brown
Library
Brown University

C 40 94600

Letter







LETTRE

DU PARLEMENT

DE BORDEAUX

AU ROI,

*Au sujet de l'Arrêt du Conseil d'État,
du 30 Août 1784,*

CONCERNANT LE COMMERCE
ÉTRANGER dans les Isles Françaises
de l'Amérique.



A PARIS.

M. DCC. LXXXV.

122013



AU ROI.

SIRE,

DÉPOSITAIRE des alarmes du
Commerce, & de tous les Ordres de
Citoyens, sur l'influence de l'Arrêt de
votre Conseil, du 30 Août, votre Parle-
ment trahiroit le plus saint de ses devoirs,
s'il ne servoit d'organe à vos Peuples auprès
de VOTRE MAJESTÉ. Le Monarque

portant dans son cœur le Français & l'Américain, il est de son équité & de sa gloire d'établir un juste équilibre entre les Colonies & la Métropole.

Le Commerce est la base des intérêts politiques ; il est devenu le premier mobile des grands événemens qui agitent le globe. C'est pour conserver ou pour étendre le Commerce, que l'on voit couler trop souvent le sang des Nations, & que l'on prodigue les trésors que son activité fait circuler dans l'État.

L'objet de l'établissement des Colonies est d'augmenter le produit des terres de la Métropole, d'y faire subsister un plus grand nombre d'hommes par l'accroissement des cultures & de l'industrie, de remplir des besoins de jouissance, & d'augmenter la richesse nationale, en s'assurant un excédent dans la balance du Commerce.

La racine de la population des Colonies est dans la Métropole ; c'est de son sein que se font des émigrations considérables, dont une grande partie est moissonnée par

l'intempérie du climat. Cette déperdition habituelle énerveroit bientôt l'État, si les consommations des Colonies n'augmentaient la reproduction des denrées territoriales, source de richesse, de force & de population. Sans cette réaction vivifiante, qui seule aide à se consoler de la triste destinée d'un si grand nombre de victimes, la France, en se créant des propriétés lointaines, n'auroit fait qu'ouvrir un vaste tombeau, où les générations iroient s'engloutir. C'est de ces combinaisons simples & lumineuses que sont dérivées les Loix prohibitives, dont le régime est consacré par d'éclatans succès.

L'Arrêt du Conseil, du 31 Octobre 1784, qui accorde à tous nos Ports la faculté d'armer pour les Isles, a réuni les suffrages. C'est un acte de justice, à l'égard d'une partie de vos Sujets, privés de leur droit naturel sur un Domaine national; c'est un nouveau principe de sûreté & de fécondité pour les Colonies. Réduites pour leurs consommations à une existence pré-

caire , elles étoient fondées à se plaindre de ce que concentrant le Commerce dans quelques Ports de la Métropole , on restreignoit chez elle , sans aucun avantage pour la Mere Patrie , le nombre des vendeurs & des acheteurs ; mais il n'en est pas de même de l'admission des Etrangers.

La foiblesse & la force sont relatives : tout ce que nous perdons & que l'Etranger gagne , devient une double perte pour notre force réelle. Si les Nations voisines ou rivales acquierent , par le droit ou par le fait , la faculté de féconder leurs échanges dans nos Colonies , il ne restera plus à la France qu'un vain titre de souveraineté , chèrement payé par les sacrifices que leur population & leur défense nécessite en temps de paix , & pendant la guerre.

Ce Royaume , pour qui la nature a été si prodigue , s'est appauvri par des besoins factices qui le rendent tributaire de l'Etranger. L'exportation du superflu qu'il tire de son sol n'acquitteroit qu'à peine ,

aujourd'hui , la dette annuelle de son luxe. Le Commerce exclusif de ses Isles rétablit seul l'équilibre , & lui procure de plus un résultat avantageux dans la balance générale.

Des Loix somptuaires , impraticables dans nos mœurs , seroient l'unique & dangereux remède du dépérissement de la branche la plus vigoureuse de notre Commerce : mais tant que l'individu cessera d'être regardé comme une partie intégrante , une partie constituante de l'Etat , les réglemens d'une police économique détruiroient l'émulation qui n'a , & ne peut avoir pour but que des jouissances.

La liberté générale du Commerce semble être , sur-tout depuis quelques années , l'illusion favorite des esprits élevés , & des âmes sensibles ; mais les développemens dans la pratique déconcertent trop tôt ces conceptions flatteuses d'une théorie séduisante. Si la France , suivant l'exemple que lui donneroient d'autres Nations , ouvroit les Ports de ses Colonies ,

elle feroit fans doute un facrifice inappré-
 ciable , pour concourir avec tous les peuples
 à une fraternité univerfelle ; mais cette
 conduite plus que généreufe , reftant fans
 imitateurs , ne fembleroit-elle pas aux yeux
 clairvoyans des rivaux du Commerçant
 François , un aveu de l'infuffifance des
 moyens de notre Marine marchande , la
 dernière reflource de l'adminiftration pour
 faire prospérer nos établiſſemens dans le
 nouveau Monde ? Enfin ne feroit-elle pas
 un partage de notre propriété fans com-
 penſation ?

Votre Parlement, SIRE, eſt bien loin
 de prêter à votre Miniſtre un ſyſtème, que
 les promeſſes faites aux Villes Mariti-
 mes (1), les ordres donnés aux Adminiſ-
 trateurs de nos Iſles (2), & l'Arrêt même
 démentent hautement. Les premières

(1) Lettres de M. le Maréchal de Caſtries,
 adreſſées aux Directeurs du Commerce, &
 affichées à la Bourse de Bordeaux, en date
 des 16 Avril, 9 Juillet, 12 & 17 Septembre
 1784.

(2) Lettre circulaire aux Adminiſtrateurs
 des Colonies, du 26 Octobre 1784.

notions d'économie politique, établissent la dépendance des Colons à l'égard de la Métropole, & l'inconvénient de livrer leurs revenus aux sujets des autres Puissances. Il nous paroît donc superflu de développer la marche constante de notre législation depuis l'origine de nos possessions en Amérique ; nous nous bornerons à observer que l'enrégistrement en a consacré la stabilité.

Votre Conseil proclame les principes, même en modifiant sous certains rapports le régime prohibitif, puisqu'il se flatte d'en maintenir plus sûrement l'exécution, & s'appête à déployer contre les infracteurs une sévérité inflexible. Il croit confirmer la règle par une exception ; son but est de fournir aux Colons le débouché d'une portion de denrée, que l'intérêt de certaines cultures de la Métropole ne lui permet point de consommer ni d'exporter, & en même temps de procurer aux Isles, par la voie de l'échange, des objets de nécessité qu'on prétend

ne pouvoir être importés avec assez d'abondance par les Navires nationaux.

Mais , S I R E , l'interposition des Etrangers étoit-elle nécessaire ? Devoit-elle s'étendre à tous les peuples ? Sera-t-elle utile ? Et sur-tout l'influence de l'Arrêt se renfermera-t-elle dans les limites qu'on lui a tracé ? La Consternation générale dans toutes nos Villes commerçantes , les réclamations unanimes , font-elles l'effet d'une crainte chimérique , d'un mal exagéré ; ou l'innovation qui nous occupe doit-elle réellement entraîner l'anéantissement de notre Marine marchande , le dépérissement de nos forces Navales , l'affoiblissement de l'Agriculture & de l'Industrie ?

Votre Parlement ne fera pas à un Ministre patriote , l'injustice de penser qu'il veuille laisser au temps le soin de résoudre ce dangereux problème , ni qu'il puisse se familiariser avec l'idée de livrer à des combinaisons incertaines la fortune des particuliers , & la prospérité de

l'État. Non , S I R E , on ne fera pas
 réduit à recevoir de la seule expérience
 une leçon fatale & prévue. La force du
 mal , & l'ascendant des circonstances ,
 feroient-ils le dernier espoir du Négoc-
 ciant , pour voir revivre & consolider
 les principes ?

S'il fut une époque où l'Armateur mé-
 rita encouragement & protection , c'est
 celle où vient de paroître l'Arrêt du 30
 Août. Un tel enchaînement de calamités
 a poursuivi les opérations maritimes depuis
 sept ans , qu'il permettroit de douter , si
 dans cet intervalle la masse générale &
 absolue des richesses du Commerce a été
 augmentée. Des désastres subits & mul-
 tipliés ont marqué les premiers instants
 des hostilités ; quelques succès aussi rares
 que brillans , prodigieusement exagérés ,
 séduisirent ensuite les esprits , exalterent
 les têtes , exciterent l'envie , & préparèrent
 peut-être les atteintes portées à une Légis-
 lation tutélaire : mais bientôt l'affluence
 des Neutres dans nos Isles , la soustrac-

tion avouée des denrées coloniales , le fatal Convoi de Portorico , & la promptitude d'une Paix imprévue , déconcertant toutes les mesures de la prudence , ont offert l'affligeant tableau du renversement des fortunes.

Combien tant de pertes sont-elles encore aggravées par les capitaux énormes ensevelis dans la Nouvelle - Angleterre ! Lorsque les Armateurs , secondant utilement vos armes dans cette contrée , portèrent à ce peuple courageux des secours , qui furent l'aliment de sa défense , on accepta pour prix de spéculations hardies & patriotiques un papier monnoie , resté depuis nul dans la main du Négociant Français. Il l'avoit reçu avec toute la confiance due aux Alliés de son Souverain , & à une Nation nouvelle , assistée dans sa détresse. Cette liberté dont elle se glorifie , si généreusement cimentée du sang de nos Guerriers , est encore comptable , sur la foi de l'honneur , des propriétés de vos sujets.

Ces

Ces vaillans Républicains , se montrant dignes de votre estime & de celle de la postérité, brûlent sans doute de prouver à l'Univers, qu'ils sauront se garantir de la tache éternelle d'ouvrir les fastes de leur histoire par se montrer infideles à des engagemens sacrés ; mais le Commerce n'en est pas moins privé d'une somme immense de richesses : ce retard diminue les moyens, & ajoute à la gêne des opérations.

Les Colonies ayant continué d'être approvisionnées avec profusion par ~~les~~ **L**es Etrangers, toutes les voies étant ouvertes à la sortie de leurs denrées, la navigation n'a offert depuis la paix que des résultats plus ou moins désavantageux pour les expéditions à fret ou en cargaisons. Que seroit-ce si l'universalité des concurrences, ôtant toutes données certaines, livroit inévitablement le spéculateur à l'aveugle chance du hasard ?

Les Ports de la Métropole n'attendoient donc leur salut que de l'exécution sévère des Loix prohibitives : ils la ré-

B

clamoient avec force , lorsque l'Arrêt est venu ouvrir un vaste champ à la fraude , qui appauvrit le fisc , déprave les principes , favorise le Créancier infidèle , que déjà l'insuffisance des Loix en Amérique enhardit à se jouer de ses engagements , occasionne un vuide dans le bénéfice des commissions , & prépare de mille manieres la ruine du Négociant Français. Perdant sur les importations nationales , il auroit la douleur de ne pouvoir lutter qu'avec désavantage dans les Marchés de l'Europe. Il en seroit repoussé par la concurrence des denrées Coloniales , portées directement dans le Nord , soustraites aux frais d'un entrepôt dispendieux , ainsi qu'au double droit payé dans la Colonie & dans la Métropole.

Les précautions multipliées qu'on annonce pour empêcher la fraude , ne rassurent point le Commerce. Instruit par ses pertes , il n'y voit que des barrières foibles & impuissantes , contre la cupidité & l'intérêt de ceux qui l'ont appelée dans tous les temps.

Des Citoyens honnêtes ne se permettent pas d'imaginer que dans aucune circonstance les premiers Préposés du Gouvernement puissent favoriser la fraude. L'honneur qu'ils ont de représenter VOTRE MAJESTÉ, leur extraction, leurs grades, leur délicatesse, repousse toute idée mercantile & tout gain sordide. On ne leur fera pas l'injure de penser que les traitemens considérables, dus à votre munificence, ne remplissent pas leur ambition; qu'ils ne suffisent point au vœu connu de réparer les ruines de fortunes immolées à la patrie, de relever des rejettons de familles antiques & illustrées; enfin de récompenser par des postes aussi éminens que fructueux, de longs & honorables services.

Mais, SIRE, une triste expérience à convaincu l'Armateur, que le besoin d'être aimé, cette passion des grandes ames, cette jouissance, sans laquelle la représentation & les hommages perdent tout leur prix, entraîne une tolérance fatale au Commerce; que la nécessité

de se faire pardonner un Gouvernement purement militaire, & dès-lors redouté des Français , dont la constitution est d'être gouvernés par les Loix, force trop souvent les dépositaires de votre autorité à fermer les yeux sur des abus , auxquels ils n'osent remédier, dans la crainte d'aliéner tous les cœurs.

Ceux qui ont fréquenté nos Isles se plaignent avec amertume de ce que dans la foule des subalternes , que la nécessité ou l'espoir d'une fortune rapide entraîne au-delà des mers à la suite des personnes en place , il existe des Fauteurs de la contrebande , toujours prêts à supposer des besoins , à exagérer ceux qui sont réels , à solliciter dans tous les cas une indulgence qui leur est chèrement payée ; enfin à éluder les ordres les plus sévèrement énoncés.

La délation récompensée est un moyen odieux qui ne peut qu'ajouter à la corruption des mœurs ; il sera peu utile.

Par-tout le préjugé se révolte contre

l'homme , dont l'industrie consiste à gêner la liberté de ses semblables ; ayant une force plus active dans un pays où l'on n'est pas accoutumé à une surveillance austere , on doit s'attendre à trouver dans ceux qui bravent l'opinion , peu de Préposés incorruptibles. L'appas qu'on présente à leur cupidité ne sera qu'un objet de calcul. Ils sentiront bientôt qu'un trafic secret , renouvelé souvent , devient plus fructueux , & entraîne moins de dangers. Ce que nous voyons en Europe prouve à quel point il faudroit multiplier cette Milice onéreuse , & l'impossibilité d'atteindre par cette voie à la fin qu'on se propose.

La faculté donnée aux Capitaines Français de surveiller la contrebande, semblerait-elle moins illusoire ? En vain prétendrait-on armer l'intérêt des Agens du Commerce contre l'intérêt du Colon : ce mobile même , qui au premier coup d'œil paroît si puissant , fait une Loi de n'en point user. Une espece de prof-

cription en seroit la suite infaillible.

Peut-être en formant une réunion du Commerce national , un comité toujours subsistant mendataire de la Métropole, les individus composant ce corps, échapperoient, par l'idée du devoir, à l'odieux & à la haine personnelle qu'entraîne une inquisition intéressée. Mais lors même que leur vigilance, concentrée dans les Ports, y restreindroit les abus, elle n'anéantira jamais les versemens frauduleux, & une concurrence ruineuse dans des Isles,

généralement accessibles : elles le deviennent par tout, vu la petitesse des navires autorisés par l'Arrêt (1). Comment d'après le droit donné à tous les peuples de fréquenter nos parages, avec des communications habituelles, espère-t-on arrêter un interlope qui eût lieu pendant la plus grande rigueur des Réglemens prohibitifs ?

(1) Tout est Port pour des Batimens, ou plutôt des Barques de soixante tonneaux, & l'espace d'une nuit suffit pour consommer leur opération.

La politique ne peut-elle pas s'effrayer du danger de donner indistinctement à toutes les Nations une connoissance aussi parfaite de l'entrée de nos Ports, des fortifications qui les défendent, & des sinuosités de nos Côtes. Sans prétendre insinuer que l'Ennemi puisse jamais trouver à y établir des relations dangereuses, les plaies profondes faites au Commerce, lui permettent-elles de fermer les yeux sur les inconvéniens de cette liberté indéfinie. Les interlopes, accoutumés à la Navigation de nos Colonies, ayant cherché souvent leur sûreté dans les plus petites anses, au milieu des rochers, prennent en temps de guerre des lettres de marque de toutes les Puissances, & deviennent le fléau le plus redoutable de la Marine marchande.

Des calculs d'une évidence palpable, établissent que l'Étranger ne pouvant consommer le prix de sa cargaison, dans l'achat de denrées de mince valeur, & d'un grand volume, exportera des pro-

ductions précieuses , pour lesquelles des primes d'encouragemens lui donnent un nouvel attrait (1) ; ou ce qui ne seroit pas moins nuisible à la Colonie elle-même , il enlevra en peu de temps tout le numéraire.

L'importation & l'exportation restreintes rigoureusement aux objets permis , étant démontrées insuffisantes pour payer les frais d'armement , & ruineuses pour les expéditions Européennes ; les bénéfices qu'on s'en promet , ne décelent-ils pas l'espoir d'opérations furtives.

La concurrence des Etats-Unis de l'Amérique, auxquels leur extrême proximité des

(1) Les Anglais accordent une prime pour l'introduction des cotons de leurs Colonies ; ceux de nos Isles passent presque tous par cette voie , tandis que nos Manufactures sont obligées de le tirer de l'Etranger. Il est aisé de sentir quel mal il résulte de l'enlèvement de ces matieres premières , sur-tout pour la classe indigente du peuple , étant démontré par un calcul général , que chaque livre de coton donne à l'industrie de cinquante sols à un écu.

Antilles assure déjà un si grand avantage sur les Armateurs Européens , détruira l'effet des encouragemens donnés pour la pêche , & les avantages que devoit nous procurer l'extension de nos limites. L'activité que de premiers succès faisoient naître , se réglera uniquement sur nos débouchés en Europe.

On rend sensible le mal qui résulte pour l'Agriculture , & notamment pour celle de la Guienne , de restreindre , par l'impossibilité de se mesurer avec l'Etranger , le Commerce national dans nos Colonies , à la seule importation des denrées de France. En échangeant partie des productions territoriales , contre des marchandises étrangères plus aisément commercables , on varie les moyens de débouché , on les multiplie sous différentes formes , & l'on crée habilement de nouveaux consommateurs (1).

(1) Douze mille tonneaux de vin étant supposés la mesure du besoin d'une Colonie ,

Partant de l'exécution littérale de la Loi, qu'on prétend impossible, n'envi-
sageant que son action directe, les éva-
luations modérées présentent pour résultat
la réduction infaillible d'un tiers de notre
navigation ; par conséquent celle des Gens
de mer à instruire, exercer, & préparer
pour la Marine royale.

Ceux qui donnent toute l'extension aux
abus, voient un coup mortel porté à
notre industrie ; leur prévoyance sinistre
élève déjà sur nos ruines la puissance d'un
Etat naissant. Un commerce d'économie,
toujours destructeur de celui des autres Na-
tions, en fera bientôt l'agent des échanges
réciproques, l'entrepôt, le marché général

si l'Armateur se procure de quoi fournir à la
consommation qu'elle fait de salaisons, en
donnant en échange à l'Irlande quatre mille
tonneaux, il est incontestable que la Colo-
nie, par l'intermédiaire du commerce, a
fourni à la Province le débouché de seize
mille tonneaux de vin ; & grand nombre de
salariés ont été occupés à opérer ce revire-
ment.

de l'Europe & de l'Amérique, par conséquent le centre des richesses.

On l'observe avec douleur, la Nation que nous avons aidé à briser ses fers, & avec laquelle nous nous étions flattés d'établir des relations avantageuses à nos cultures & à notre industrie, couvre de ses vaisseaux les Rades de nos Isles, envahit leurs produits, tandis que son Pavillon est presque inconnu dans les Ports de la Métropole.

D'après la marche ordinaire des spéculations aveugles & incertaines, on annonce à nos Insulaires les alternatives rapides de l'extrême abondance & de l'extrême détresse.

On avertit les grands Propriétaires, presque tous établis en France, que le Commerce clandestin offre mille moyens aux Régisseurs des Habitations pour cacher des infidélités, & que les sollicitateurs de l'Arrêt, qui n'ont pas eu l'aveu de tous les Colons, viennent peut-être en ce moment de creuser de leurs propres

maines les fondemens des Douanes dans nos Isles.

On établit que la surcharge des sirops dérive de l'usage de fabriquer des sucres terrés à l'Amérique. Cette manipulation lui procure les bénéfices de la main-d'œuvre, & une grande économie sur les transports. Sans réclamer contre une tolérance qui n'a pas toujours existé, on en conclut qu'au moins elle ne doit pas être un titre à un nouveau privilege.

On prouve que si les basses matieres n'ont pas suivi la progression étonnante de la valeur des sucres, elles en ont éprouvé une beaucoup plus considérable que celle des denrées de la Métropole.

On offre à VOTRE MAJESTÉ, de premiers apperçus à combiner, pour assurer le débouché des sirops & des raffias.

On met sur la voie, pour réparer autant qu'il est possible, le vuide que fait ressentir à nos Isles la perte de nos possessions du Nord de l'Amérique; mais sans porter atteinte à des vérités, devenues chez les
Peuples

Peuples instruits , des axiomes de commerce & de politique.

Dans une époque où les expéditions sans perte deviennent un sujet de félicitation , la Navigation marchande offre un relevé immense d'envois de toute espece faits à nos Isles (1) ; elle présente dans le prix courant des bois , des salaisons & des vivres , un taux qui éloigne toute idée de disette ; elle ne cesse de répéter que la crainte d'une concurrence furtive , & dommageable au spéculateur avoué , la force seule à restreindre ses Armemens pour la Traite.

Les Loix fiscales , qui gênent nos

(1) Pendant l'année 1784 , le seul Port de Bordeaux a expédié , pour la seule Ile Saint-Domingue , cent cinquante-deux Vaisseaux , qui , d'après les certificats de jauge fournis à l'Amirauté , forment un total de cinquante-un mille six cent quatre-vingt-un tonneaux ; & personne n'ignore que l'encombrement n'est jamais évalué à la rigueur. Ces Batimens , d'après le relevé des Douanes , ont porté dans la Colonie quatre-vingt dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-sept barrils de farine.

cultures , & font un crime à certaines Provinces de recueillir une production spontanée que la mer jette sur leurs Côtes , font mises en paralelle avec les entraves que les Colons supportent si impatiemment. On calcule les sacrifices que les Loix prohibitives nécessitent de la part du Négociant Français en faveur de l'Industrie nationale , dont la main-d'œuvre est plus chere à raison du numéraire qui circule dans un état opulent. On apprécie les privations sans nombre imposées aux Citoyens pour l'intérêt de nos Fabriques.

Le produit net des propriétés Coloniales dont les premieres concessions ont été gratuites , est comparé avec le médiocre revenu des fonds de la Métropole.

On décele la marche constante & systématique du Colon ; lors de la paix de 1763. Ses vœux se bornoient à l'introduction des bois , poissons salés , animaux vivans , & menus grains. Depuis la derniere guerre l'importation de toutes

salaisons vient d'être arrachée par importunité. La Chambre d'Agriculture du Cap (1) s'est permis de proposer l'admission des farines. Pour fournir à l'équivalent de tant d'achats divers puisés chez les Etrangers, elle insinue la nécessité de leur livrer en sucre brut de quoi former le huitieme de leur encombrement. C'est ainsi que dans l'espece de relachement qu'occasionnent les temps d'hostilités , se contracte le goût & l'habitude d'une liberté indéfinie , qui tendroit sourdement à rendre, pour leurs besoins , les Isles indépendantes de la Mere patrie. A ces prétentions progressives, on oppose l'exemple de toutes les Nations commerçantes , & l'on multiplie les autorités pour maintenir invariablement le système prohibitif.

Les Négocians, à tant de considérations puissantes , ajoutent que l'accroissement des cultures dans les Colonies est dû aux

(1) Mémoire de la Chambre d'Agriculture du Cap , année 1784.

avances en denrées, en marchandises, en esclaves, faites aux Colons par le Commerce national, qui a droit de voir tourner en partie à son avantage des richesses dont il a fourni les germes.

Lorsque les ouragans & les convulsions de la nature, fréquentes dans les Antilles, ont dévasté les Habitations; que la mortalité moissonne les ateliers, l'Étranger, vivement sollicité par son intérêt, se hâtera toujours de porter quelques soulagemens du moment, en échange du peu de facultés liquides, derniers débris sauvés de la calamité (1). Mais ce n'est que des Nationaux que les Colons obtiennent des crédits; ce n'est que d'eux qu'ils reçoivent des secours & des forces pour régénérer

(1) Pour motiver des complaisances ruineuses, on cherche à alarmer l'Administration sur le refus de secours dans les instans de détresse. Le prix excessif & l'intérêt du Vendeur l'amenera indubitablement. A-t-on vu les Nations voisines refuser à la France des subsistances en temps de disette, par la raison que l'exportation de ses grains est habituellement défendue?

des établissemens dispendieux, pour faire naître ces récoltes abondantes, qui, réparant bientôt les délastres, ne sont pas toujours employées à s'acquitter avec les Restaurateurs des plantations; aussi ils offrent un cumul énorme de dettes Coloniales. Ces créances tiennent en échec une partie des fortunes Maritimes, & nécessitent une continuité d'opérations, quelque effrayante qu'on en ait rendu la perspective.

Ils mettent en principe que la cherté n'est pas toujours une disette; que la hausse des prix rare & de peu de durée, doit être regardée (lorsqu'elle n'excede pas certaines limites) comme une juste compensation des époques multipliées, où les flottes se nuisent à elles-mêmes par la concurrence, où la vilité des importations n'a point de bornes. En voyant le Ministre adopter cette maxime d'équité (1), en observant qu'à l'impossibilité démontrée & sentie,

(1) Lettre de M. le Maréchal de Castries aux Administrateurs des Colonies.

d'un concert de monopole , il a joint un nouveau préservatif, par l'Arrêt du 31 Octobre 1784 , on ne peut s'empêcher d'être étonné qu'il n'en ait pas été tiré une conséquence directe & naturelle , contre l'admission des Pavillons étrangers.

Le Commerce gémit de ce qu'un Arrêt , qui devoit avoir une aussi grande influence , n'a pas été promulgué dans le temps , de ce que les premiers avis lui en sont venus des Colonies. Il tremble sur le sort des armemens faits depuis cette époque , & sur ceux que des dispositions antérieures , établies sur la confiance des Loix prohibitives , nécessitent dans ce moment.

L'Arrêt délibéré au Conseil le 30 Août , n'a été connu dans le port de Bordeaux que par une lettre ministérielle , en date du 20 Novembre. La vertu austère , la marche ferme , la loyauté militaire qui caractérise votre Ministre de la Marine , & l'a annoncé à la Nation , comme suivant avec roideur l'impulsion

du devoir & du sentiment intime , ne laisse voir dans ce silence extraordinaire sur une Loi qui avoit reçu sa sanction , que l'indécision & la perplexité de l'homme d'Etat. D'abord ébloui par les avantages d'un système nouveau , il apperçoit bientôt les inconvéniens se présenter en foule , lorsqu'il l'envisage sous ses différens rapports , & balance avant de passer du projet à l'exécution.

Les annonces des Colons dérivent sans doute de la confiance dans le succès de leurs demandes , & des avis anticipés dus à l'activité de leurs Agens. Protecteur né du Commerce , votre Ministre de la Marine sçait que le Négociant , forcé de courber sa tête sous le joug impérieux de la nécessité , victime des révolutions subites de la Paix & de la Guerre , & des explosions imprévues de la politique , doit au moins connoître les Loix du Souverain , qui sont la base de ses calculs , la boussole de ses opérations.

Il n'ignore pas que c'est là le soleil qui luit pour tous , & que le voile qui couvre

le sanctuaire de la Législation ne doit jamais se lever partiellement , & pour quelques individus favorisés. Nous croyons donc superflu de représenter qu'une classe précieuse de Citoyens , la seule pour laquelle le malheur peut devenir une honte , destinée à éprouver tous les contre coups qui résultent du choc des Nations , ne doit pas encore porter le poids des intérêts particuliers , qui trop souvent pesent sur l'Etat. Mais il est de notre devoir d'observer que cet événement présente une grande & importante leçon pour ceux qui occupent des Places éminentes. Il prouve que leur caractère moral bien connu , devient dans des circonstances délicates une sauvegarde précieuse pour fixer l'opinion publique , & en même temps combien leur gloire tient à la plus légère infidélité des subalternes.

SIRE , d'après cet apperçu des motifs de crainte , des moyens de défense , & des griefs du commerce , dont les divers mémoires présentent à votre Conseil des

développemens plus détaillés ; (1) ce n'est point ici un de ces essais qu'on puisse se permettre sans conséquence , une de ces méprises passageres qu'on répare facilement , & dont on restreint les inconvéniens à volonté.

La chute des Manufactures nationales ; la dispersion des ouvriers, l'anéantissement des capitaux qui les mettoient en activité , demande une nouvelle création. Les matelots ne se sont point formés pendant que la navigation étoit sans vigueur. Les vaisseaux déperis dans les rades , ou passés contre le vœu de la Loi dans des mains Etrangères , ne se réparent & ne se reconstruisent que lentement dans des Ports devenus déserts , & qui ont vu fuir tous

(1) Grand nombre de Places commerçantes viennent d'écrire sur cette importante matière ; chacune ayant traité avec plus de soin & d'étendue telle ou telle partie , toutes se trouveront éclairées & approfondies. D'après cet état des choses , le Magistrat est dispensé d'offrir des calculs & des détails qui sont déjà sous les yeux de l'Administration.

les arts que la Marine alimente. Cette masse de richesses mobilières, principe de mouvement & de vie pour tout ce qui l'environne , mais qui se transporte à volonté , ne rentre pas dans l'État au premier signal.

L'Agriculture livrée à un Commerce passif, affoiblie par la nécessité de subir la Loi que lui impose un acheteur sans concurrence , ne refleurit pas aussi rapidement qu'elle est tombée en décadence. Le propriétaire surchargé par la stagnation de ses denrées , a craint d'étendre une fécondité qui l'appauvrissait. Effrayé par la vilité du prix, hors d'état de confier au sol des avances qui ne lui étoient plus payées avec usure , il a fait partager son indigence au cultivateur , dont il a baissé les salaires , ou laissé les bras oisifs. Les plantations nouvelles & les défrichemens sont restés sans émulation. —

Tel seroit bientôt , S I R E , l'état déplorable de votre Province de Guienne, dont le sort est étroitement lié à celui

des opérations maritimes. Sa culture dispendieuse, & ses produits destinés presque en entier aux exportations, subissent toutes les vicissitudes du Commerce, se ressentent de ses défaitsres, languissent ou prospèrent avec lui.

Lorsque le régime change, l'habitude des consommations étrangères dans les Colonies, ne se déracine pas en un instant; les correspondances & les relations établies par un intérêt commun, forment des liens qui ne se brisent pas en un jour; ils se resserrent & s'éternisent par les créances, qui mettent ensuite en opposition le droit naturel & les Loix positives. Ces considérations & ce concert rendent long-temps nulles la vigilance & la sévérité renaissante des réglemens.

L'on a vû des Nations fieres du sentiment de leurs forces, traiter d'insulte faite à leur pavillon, & de violation du droit des gens, les actes de rigueur qu'exige l'exercice d'une police prohibitive tombée en désuétude. La cupidité alors de-

mande à main armée la faculté de dévorer paisiblement les fruits d'une Colonie , & le droit de moissonner où elle n'a pas semé (1). La France est loin sans doute de souffrir qu'on lui impose ainsi la Loi ; mais les Etats les plus puissans ont des momens de langueur , & les embarras d'une guerre , ou l'épuisement des finances , forcent quelquefois à dissimuler.

C'est avec un sentiment de douleur profonde , que nous représentons à VOTRE MAJESTÉ , que si contre toute vraisemblance , la Loi est maintenue pendant quelques années , d'après les abus qui en sont inséparables , un autre genre de politique la rendra permanente.

Ce qui n'est dans ce moment qu'une prodigalité peu réfléchie de notre richesse nationale , deviendra un mal nécessaire. L'impossibilité où nous serons d'exploiter par nous-mêmes le Commerce de

(1) Guerre de 1739 , entre l'Angleterre & l'Espagne.

nos Colonies , forcera de le livrer entièrement & sans réserve à l'activité étrangère (1). Ce n'est pas la première fois qu'une erreur en administration sera devenue irréparable , par cela seul qu'elle a existé ; ce n'est pas la première fois qu'elle aura commandé des extensions & des développemens , dont on auroit été effrayé , si la prévoyance les eût fait compter d'abord dans l'ordre des possibles.

Nous ne l'ignorons pas , SIRE , l'habitant des Colonies insistera sur la nécessité de recevoir de l'Etranger ce que le Commerce national ne peut lui apporter que de la seconde main , à plus grands frais , ou avec une mesure qu'il prétend disproportionnée à ses consommations ; il réclamera , comme un appanage du droit naturel , la faculté de commercer d'une denrée que la Métropole laisse sans valeur ; il insinuera que le produit tournant

(1) La conquête la plus difficile , peut-être , est de rappeler à soi une branche de commerce qu'on a laissé envahir.

en accroissement de ses cultures , prépareroit de nouvelles richesses à la France , & une augmentation d'activité pour son Commerce.

Il accusera les Spéculateurs Français de s'endormir sur la foi des Loix prohibitives ; il se plaindra de ce qu'il manque de bras à ces Plantations ; de ce que si l'avarice ne calcule pas sur la détresse de l'Insulaire , l'insouciance la fait naître.

Il traitera de vaines & d'exagérées les terreurs du Négociant , relativement aux versements étrangers , appelés par la nécessité , lorsque l'activité des Ports de France ne seveille pas au premier cri du besoin , qui bientôt ne connoît plus de Loi. Enfin il représentera que l'homme qui va chercher la fortune au-delà des mers , dans un climat meurtrier , au milieu des privations , a droit à un plus grand produit de ses fonds , que le Citoyen qui , sous un ciel salubre , trouve autour de lui toutes les jouissances.

Ces considérations , d'après lesquelles

l'Arrêt fut provoqué , seront encore employées pour le maintenir. Mais VOTRE MAJESTÉ a pu se convaincre si la Marine marchande délaisse vos Isles ; s'il est permis de les supposer en souffrance pour leurs approvisionnemens en tout genre ; si leur culture languit ; si leurs productions restent sans prix convenable ; si pour les porter toutes à leur dernier période , il est juste de compromettre la force & la prospérité du Royaume ; si les Armateurs doivent compter sur les digues opposées à la fraude ; si vos Sujets de la Métropole ne paient pas encore par plus de rétributions , de moins valeur & de gêne , l'appui & les avantages de la réunion sociale ; si l'incomparable fécondité des Antilles ne suffit pas pour remplir l'ambition la plus exigeante , & si l'ensemble des réponses & des justifications du commerce , n'ont pas réduit d'avance à leur juste valeur , ce que la cause du Colon pouvoit offrir de spécieux.

Supposant même qu'il restât encore

quelques legers intérêts à concilier dans une mesure parfaite , avec plus de réflexions les Américains auroient senti , que si le poids des considérations , & la force des circonstances fait fléchir quelquefois les maximes prohibitives , *on* commande des adoucissmens momentanés , touchant au plus haut degré d'opulence & de prospérité , tandis que le Négociant éprouve des pertes immenses & journalieres ; ce n'étoit pas le moment le plus favorable pour solliciter des extensions de privilege.

Mieux conseillés , ils se seroient bornés à jouir paisiblement & sans contravention des deux Ports francs , qui ont toujours excité les inquiétudes , & peut-être les plaintes fondées du commerce , sans songer à étendre une faveur , qui précédemment incertaine , révocable , & même limitée pour sa durée , semble avoir pris une consistance nouvelle par des dispositions politiques.

Le sang français qui coule dans leurs

veines , tous les sentimens réunis , ne leur disent-ils pas que , formant des Provinces de l'Etat , favorisés par des exemptions & des prérogatives , admis à partager les graces du Prince , ils doivent des sacrifices au bien & à l'harmonie générale.

Dans une cause si majeure , qui avoit semblé précédemment ne pas appeller d'innovation (1) , nous sommes fondés à représenter que , sur des intérêts aussi contradictoires , les Parties auroient dû être entendues avec tout l'éclat de la publicité.

On le répète depuis long-temps , les Ministres ne peuvent être éclairés que par la réunion des avis ouvertement débattus ; c'est le flambeau qui doit leur servir de guide ; les mémoires & les documens secrets , dictés presque toujours par de

(1) Conférences tenues entre les Députés des Ports & ceux des Isles , en 1775 , sous le Ministère de M. de Sartines.

petits intérêts , ne sont que des lueurs fausses qui conduisent dans l'erreur.

Votre Parlement observera à VOTRE MAJESTÉ , que les Chambres du Commerce n'ont pas été consultées , qu'on ne leur a point communiqué le projet de la Loi. Ainsi dans les occasions les plus délicates , on se prive des secours d'un établissement intermédiaire , qui devoit ouvrir une distinction aux Négocians consommés , pour devenir un foyer de lumière , un lien de confiance , unissant l'Administration & les Places Commerçantes.

Au reste , ce n'est point ici le vice d'un département ; c'est la suite d'un système général , le seul peut-être qui ait été suivi constamment , dont le but est de vouer à une nullité absolue tous les corps ; ceux même qui par leur nature sont les moins propres à faire ombre. Suivant l'expression d'un grand Magistrat (1) , *il semble qu'on ait pro-*

(1) M^r. de Malesherbes.

proncé une interdiction générale contre la Nation.

Cette marche paroît même quelquefois prendre une activité plus décisive ; des voix qui ne sont ni celles du Souverain , ni celles de la France , n'ont pas craint de faire pressentir un anéantissement à des corporations , parties constituantes de la Monarchie. Mais le zèle de ces Compagnies pour le bien public , s'embrase d'une nouvelle ardeur , lorsqu'elles voient que des réclamations justes & respectueuses , dénaturées par des influences intermédiaires , repoussées avec tout l'appareil de l'animadversion la plus imposante , sont accueillies dans un temps plus calme , lorsque la vérité s'est fait jour jusqu'au Trône (1). Des bruits menaçans , un silence

(1) Les Etats de Bretagne , en 1782 , ont touché au moment de leur destruction , à cause de leur insistance pour nommer leurs Députés : les regards de Sa Majesté se sont tournés vers eux , les nuages se sont dissipés , & ils viennent de rentrer dans tous leurs droits ; ce n'est pas le seul Corps auquel on ait laissé

absolu ; nouveau genre de défaveur, ne sauroient altérer dans le cœur du Magistrat le courage du devoir, & la paix de la conscience.

Le pouvoir législatif du Monarque en seroit-il moins incontestable, moins révéré, quand des discussions qui peuvent concilier tous les intérêts, indiqueroient, prépareroient & perfectionneroient les Loix ? Les Ministres eux-mêmes n'y trouveroient-ils pas la source de leur tranquillité, ne gagneroient-ils pas du côté de la confiance, sans rien perdre de la prépondérance de leurs Places ? N'acquéreroient-ils pas l'avantage inappréciable de n'être point garants des événemens ? Dans la circonstance présente n'eût-on pas épargné une erreur grave à l'Administration ou au Commerce, des alarmes qui approchent du désespoir ?

La maniere dont a été rendu l'Arrêt

entrevoir son anéantissement pour de légers chagrins de contradiction, commandés par le dévouement au Prince & à la Patrie.

du 30 Août , n'a rien de commun avec ces congrès tutélaires , propres à décider les débats définitivement & sans appel : aussi nous sommes obligés de représenter qu'il n'a pas été précédé des précautions de convenance & de sagesse , pour assurer sa stabilité ; nous conjurons donc, VOTRE MAJESTÉ , de retirer l'Arrêt ou d'en suspendre l'effet , en soumettant de nouveau la question à toute la maturité d'un examen contradictoire.

Sous le regne de Louis XIV , à cette époque brillante de notre Histoire , où le Monarque avoit maîtrisé l'admiration au point de rendre l'obéissance presque passive , un des Ministres les plus consommés dont la France ait pu se glorifier , Colbert ne crut pas au-dessous de lui , d'appeller les Négocians à ses Conseils , & de déroger sur leurs représentations , à des privilèges abusifs (1).

(1) Voyez Chronique Bourdeloise , année 1671 , extinction de la Compagnie privilégiée de Bordeaux.

Cependant l'on touchoit encore à ces temps d'ignorance , où le Commerce dégradé par une opinion absurde , étoit loin de devenir , ainsi qu'il le fut depuis , la route d'un anoblissement honorable , & de participer comme de nos jours à la culture de l'esprit , & à la généralité des lumieres. Mais aussi le Ministère de Colbert étoit moins éloigné que nous des Etats Généraux , où le Citoyen compté pour quelque chose , pouvoit se faire entendre sur ce qui touchoit ses intérêts.

En fut-il jamais un qui embrassât plus de rameaux divers ! Ce ne sont pas les seuls Armateurs dont le sort auroit été secrètement préjugé ; ceux qui suivent l'enchaînement des conséquences , assurent que toutes les Conditions viennent de recevoir une commotion décisive. Le Laboureur sur le produit de sa culture ; le Pasteur sur la valeur des troupeaux ; le Journalier sur ses salaires ; le Fabriquand sur la circulation des produits de son industrie ; l'Artisan sur les consumma-

tions & l'activité des demandes ; l'Artiste lui-même sur les productions du génie, qui ne naissent que pour le luxe, enfant de l'abondance ; le Capitaliste, possesseur de richesses stériles, sans le mouvement d'un négoce florissant ; le Propriétaire, placé le plus loin des Ports, qui, par leurs enlevemens soutiennent le prix de ses denrées, & font refluer vers lui une partie du numéraire, employé à solder chaque année la créance que notre Commerce acquiert sur les autres Etats ; enfin, depuis le plus grand Seigneur jusqu'à l'homme courbé sous le poids des fardeaux ; depuis le Monarque jusqu'au dernier de ses Sujets, tous peuvent trouver dans l'Arrêt un nouvel ordre de choses : l'impôt le plus accablant & le plus général auroit peut-être une influence moins funeste (1).

(1) Il est difficile sans doute de calculer le mal qui résulte d'un Impôt disproportionné aux facultés du contribuable, créé & dissipé par une prodigalité ruineuse. Cependant l'ar-

La diminution sensible du produit des Douanes seroit le moindre inconvénient que ressentiroit le fisc. L'anéantissement du Commerce lui ôteroit bientôt l'espoir des ressources momentanées qu'il puise dans les emprunts, & l'appauvrissement général rendroit impossible la perception des subsides.

D'après de semblables rapprochemens, quel Administrateur ne seroit effrayé du mode nouveau adopté dans les relations de la France avec ses Isles.

Les Colons, éblouis par l'intérêt du moment, ont-ils apprécié pour eux, & dans l'avenir, toutes les suites du Règlement qu'ils viennent de provoquer? Ont-ils mesuré & senti l'étendue de leurs besoins les plus réels & les plus urgens? Hâtent-ils,

gent reste dans l'Etat, & rentre dans la circulation; mais lorsque l'Etranger a envahi le commerce national, la source des richesses est tarie, les veines du corps politique sont ouvertes, il tombe bientôt dans un état de langueur & de mort.

par des souhaits assez empressés, la législation que votre sagesse leur prépare ?

Combien il est instant ce projet de la bienfaisance de VOTRE MAJESTÉ ! Ce ne sont plus des réformes partielles que sollicite l'état présent des Colonies ; nous aurons le courage de nous élever à de plus grands résultats, & d'une utilité plus générale ; elles appellent une constitution appropriée à leur existence actuelle, & qui doit influencer sur la notre.

Vous n'avez plus, SIRE, à discipliner un assemblage indocile & incohérent de toutes les conditions & de tous les Pays ; plusieurs générations ont épuré ce que ces peuplades pouvoient avoir de vicieux : depuis long-temps nos Isles offrent des noms respectés ; leurs Habitans se montrent avec distinction dans vos armées & dans vos premiers Tribunaux ; des Alliances brillantes, une éducation puisée dans la Métropole, tout concourt à faire germer dans leurs ames la délicatesse de nos mœurs, &

E

les vrais principes de l'honneur & de la liberté Française.

Rendus au lieu qui les a vu naître , comment espérer qu'ils fléchissent sans répugnance la tête sous un joug presque militaire , & qu'ils ne regrettent pas les douceurs d'un Gouvernement plus conforme aux droits de l'homme civilisé.

Les dangers d'un ciel brûlant , moins peut-être que la crainte d'un pouvoir si limité pour le temps , si variable dans ses vues , mais toujours absolu , repousse bientôt de ces contrées ceux qu'y attiroient l'appas de la fortune , ou le soin de leurs possessions ; aussi le véritable propriétaire se hâte de les livrer à des mains mercenaires , & la culture dépérit loin de l'œil du Maître. C'est ainsi que tout languit , s'il n'est vivifié sous l'équitable & salulaire empire des Loix.

La Jurisprudence n'exige pas moins une réforme instante , sur-tout dans l'objet qui concerne les débiteurs & leurs créan-

ciers ; l'humanité invoque des Réglemens qui protègent & consolent les êtres voués à l'esclavage ; elle fait des vœux pour que leur fidelle exécution ne laisse plus tromper la juste sensibilité du Législateur.

Pour des changemens si majeurs qui portent sur tant de chefs à combiner profondement avec les intérêts de la Mere Patrie, les deux parties doivent être écoutées. Depuis plusieurs siècles un objet aussi décisif pour ses destinées n'a pas fixé les yeux de la Nation. Seroit-il donné à l'importance de cette grande cause de faire revivre tous les droits des Français ?

Qu'ils sembleroient heureusement compensés les moments d'alarmes qui nous agitent, s'ils appelloient enfin ces assemblées antiques & solennelles , trop longtemps suspendues , le plus noble triomphe des Rois, comme le plus beau moment des peuples. L'idée d'un intérêt général les rappellera toujours à notre souvenir & à nos vœux.

A la tête de ce concours auguste , en-

touré des Princes de votre sang , des premiers Officiers de la Couronne , & des Représentans de tous les Etats , Vous donneriez des Loix avec la pompe qui doit accompagner votre rang suprême ; il ne seroit plus borné à s'expliquer dans l'étroite enceinte d'un Conseil privé. Cet appareil imposant , en marquant plus que jamais les distances , rapprocheroit les cœurs , uniroit les efforts pour la prospérité de la France.

Votre ame dans un âge qui offre toute la vigueur du courage & des forces de l'homme , seroit encore élevée au-dessus d'elle-même par le tableau des ressources , & du pouvoir légitime d'un Roi des Français. Bien loin que VOTRE MAJESTÉ puisât dans ces convocations nationales , des inquiétudes sur son autorité , le seul danger de ce spectacle seroit peut-être d'éblouir un Prince moins sûr de lui-même , en l'invitant à faire trembler ses voisins , au prix du repos de ses sujets.

Sous des Princes, qui n'étoient ni aussi chéris, ni aussi affermis dans la plénitude de la Puissance Royale, les Etats-Généraux n'ont jamais donné d'ombrage sur les prérogatives de la Couronne. Ce seroit donc tromper la confiance de VOTRE MAJESTÉ, que d'éloigner une restauration importante, en semant autour du Trône de vaines inquiétudes.

On sait, dans un siècle éclairé, que l'obéissance est la première source du bonheur des peuples. La raison est d'accord avec ce penchant si naturel à nos cœurs, & qui, sous votre règne, a pris un nouvel ascendant sur les Français ; aussi l'objet de leur vœu n'est pas seulement sans danger, mais encore d'une indispensable nécessité.

Nous ne pouvons plus long-temps vous le dissimuler, SIRE, les ressorts de la Monarchie sont dans un relâchement général, le dégoût s'est emparé de tous les corps & de toutes les professions :

si l'on n'arrête par quelque grand moyen les progrès du mal, on en viendrait bientôt à ne tenir à la Patrie, que par le lien affligeant des tributs, ou de la dette nationale, qui ne commandent gueres aux individus qu'un intérêt de sollicitude.

Ceux qui sont nés avec une ame active, ardente pour le bien, brûlante d'amour pour leur Pays, attachent & concentrent leur confiance & leurs affections dans tel ou tel Ministre, épousent ses vues, & se passionnent pour ses projets. Si les vicissitudes de la faveur l'éloignent de son poste, ils désespèrent de la chose publique, sur-tout lorsqu'ils voient son Successeur dénaturer ou anéantir ses plans. Comment en effet imaginer que des marches contradictoires & diamétralement opposées concourent efficacement au même but, la gloire du Monarque & la prospérité de l'Etat? La mobilité d'une Administration flottante, jouet des systèmes que chaque Ministre ébauche, ne semble-t-elle pas commander le décou-

ragement , & excuser cette prétendue légèreté Française, qu'il seroit si facile de fixer devant de grands intérêts.

Le temps est passé de dérober aux yeux des peuples de semblables rapprochemens ; l'Administration ne peut plus efficacement se renforcer & se couvrir comme autrefois du voile du mystère. Tout est apprécié avec une pénétration opiniâtre & importune ; rien n'échappe à l'ascendant d'un siècle observateur & éclairé, ni à la révolution sur les esprits, si dominante dans une contrée où tout fléchit sous le joug des mœurs & de l'opinion.

Des connoissances imparfaites, & purement spéculatives, sont souvent un mal ; elles peuvent devenir un bien, si les arrachant au vague des raisonnemens oisifs & théoriques, on sçait en faire une application réelle. Le Citoyen, plus instruit, sera plus aisé à gouverner ; s'il a la moindre influence sur son sort, & celui de ses semblables, il ne tardera pas à devenir plus

tolèrent pour l'administration, par l'épreuve sentie des difficultés qu'elle a sans cesse à surmonter.

L'ignorance, le chagrin de la nullité, & sur-tout la défiance, contrarient trop souvent des Réglemens utiles. Les Loix étant promulguées à la face de la Nation, qui oseroit, d'après cette authenticité imposante, les inculper d'être l'effet de la surprise & de l'intrigue. Dans ce nouvel ordre de choses, un petit nombre d'hommes ne seroient plus comptables à la Patrie d'avoir pris légèrement des déterminations sur les intérêts de plus de vingt millions de Français.

L'édifice de la félicité publique, créé sur un plan national, sanctionné par le Prince, les Ministres n'en seroient plus les Architectes, mais les premiers coopérateurs, subordonnés au dessein irrévocablement consacré. La mort ou le déplacement d'un Administrateur pourra ralentir l'activité de l'ouvrage; mais, par

une progression sûre , il tendra plus ou moins promptement vers la perfection ; il s'élèvera avec constance pour la gloire de votre nom , & le bonheur des générations futures.

Vous verrez se former un esprit public & patriotique : tel qui vient se faire payer, à prix d'argent le plus léger service, fier du titre de Citoyen, se croira dignement récompensé des plus grands sacrifices par une marque de l'estime de Votre MAJESTÉ , & par les regards de la Nation. L'honneur, ce fonds précieux , ce trésor inépuisable, acquittera une partie des dettes de l'Etat , sans l'appauvrir.

Ah , SIRE ! daignez en croire plutôt les faits que les alarmes d'une prévoyance timide & abusive ; une de vos Provinces vient d'être vivifiée par un des regards de votre bienveillance. Le cœur des Français ne calcule plus lorsqu'il est ivre de joie & d'amour pour ses Rois. Avec quelle noble facilité les Bretons n'ont-ils pas été

au devant de vos desirs pour les contributions ? VOTRE MAJESTÉ a-t-elle jamais trouvé une soumission plus profonde , plus absolue , plus empressée ?

Qu'il a dû leur paroître doux le moment où ils ont voté de confier au bronze le soin d'éterniser leur reconnoissance ! Voilà les Sujets auxquels vous commandez , & ce qu'il est facile de pouvoir sur leurs ames loyales & sensibles. Daignez profiter de tous vos avantages , les étendre sur l'universalité de votre Empire , & mettre , dans ce moment critique , le Commerce maritime sous votre protection Royale. Faites naître cet heureux instant où la Nation , recouvrant son existence & Sa Dignité , verra doubler ses forces par toutes les ressources d'une énergie patriotique. Votre Parlement n'étant plus exposé à l'inculpation ministérielle de passer ses limites ; n'étant plus en butte à la voix de vos Peuples & de notre conscience , qui nous accusent de ne pas embrasser tous les

objets commis à notre vigilance ; avec
quelle sécurité & quel empressement nous
nous renfermerons dans la paisible unifor-
mité de nos fonctions.

Nous sommes avec un très - profond
respect ,

S I R E ,

De VOTRE MAJESTÉ les
très-humbles & très-obéissants ,
très-fideles & très-affectionnés
Sujets & Serviteurs ,

LES GENS TENANT VOTRE COUR
DE PARLEMENT DE GUIENNE.

*FAIT à Bordeaux , toutes les Chambres
assemblées , le 29 Janvier 1785.*

E R R A T A.

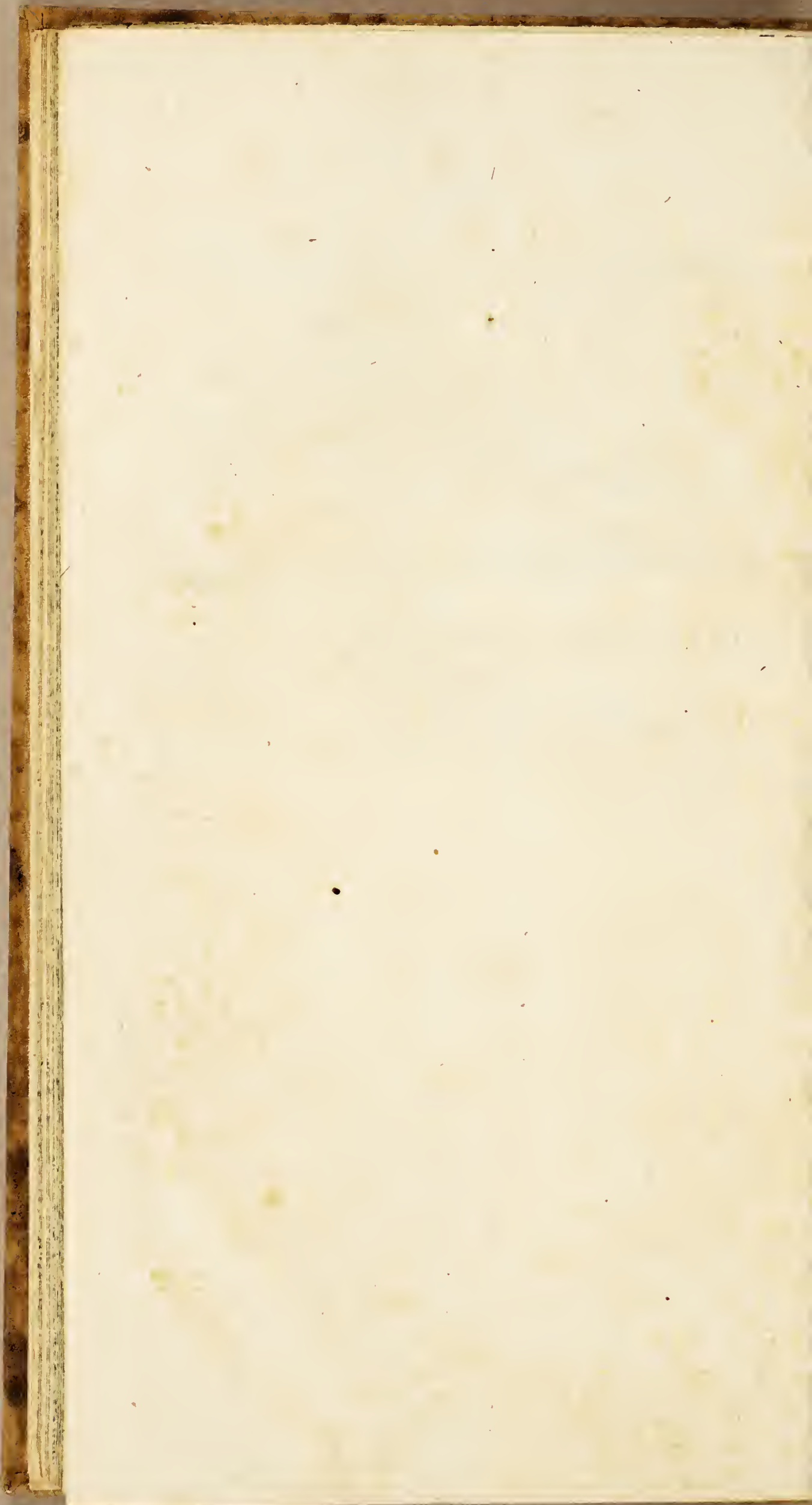
Page 11, à la seconde ligne, au lieu du mot séduit, *lisez* réduit.

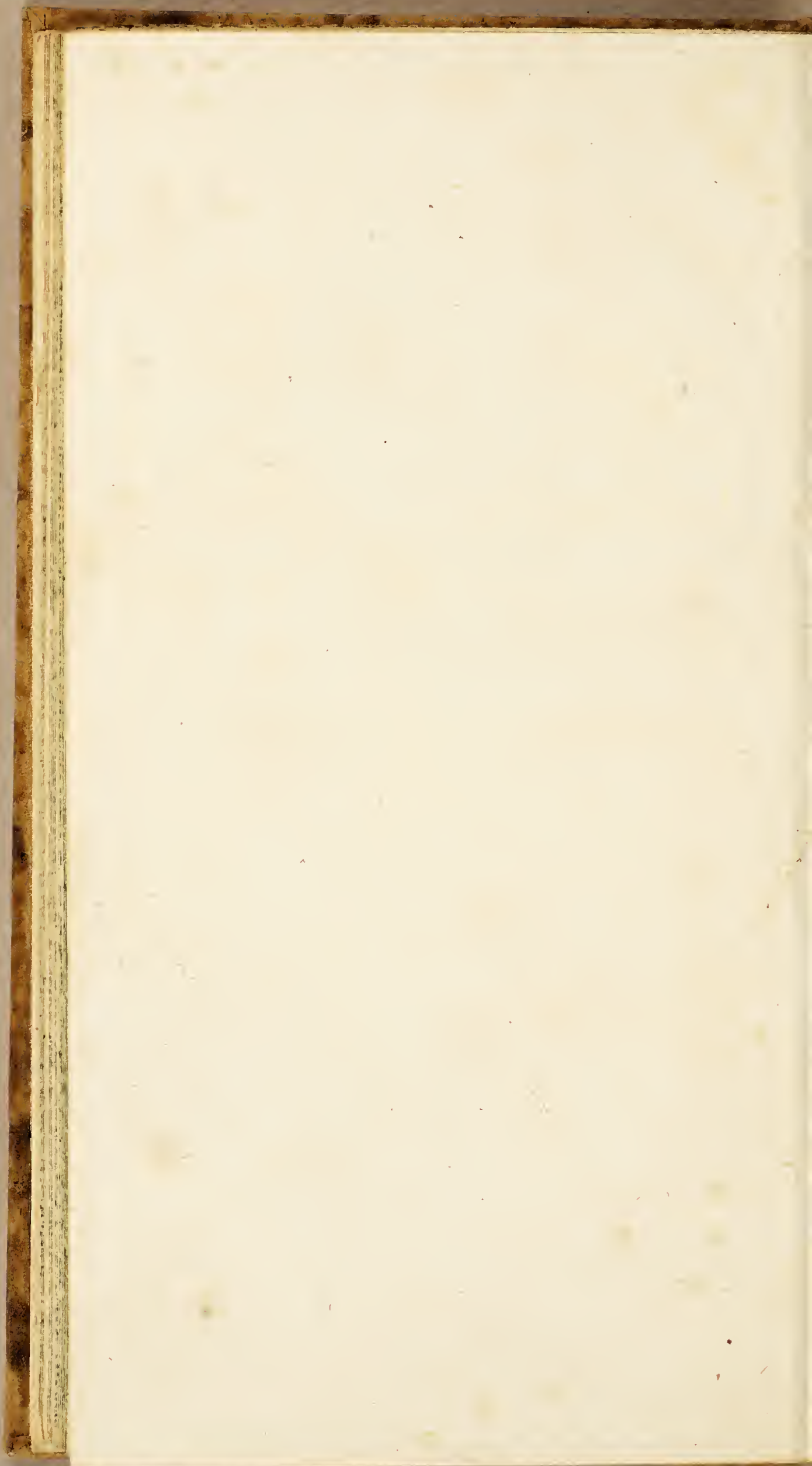
Page 24, ligne cinqm^e, manipulation, *lisez* manipulation.

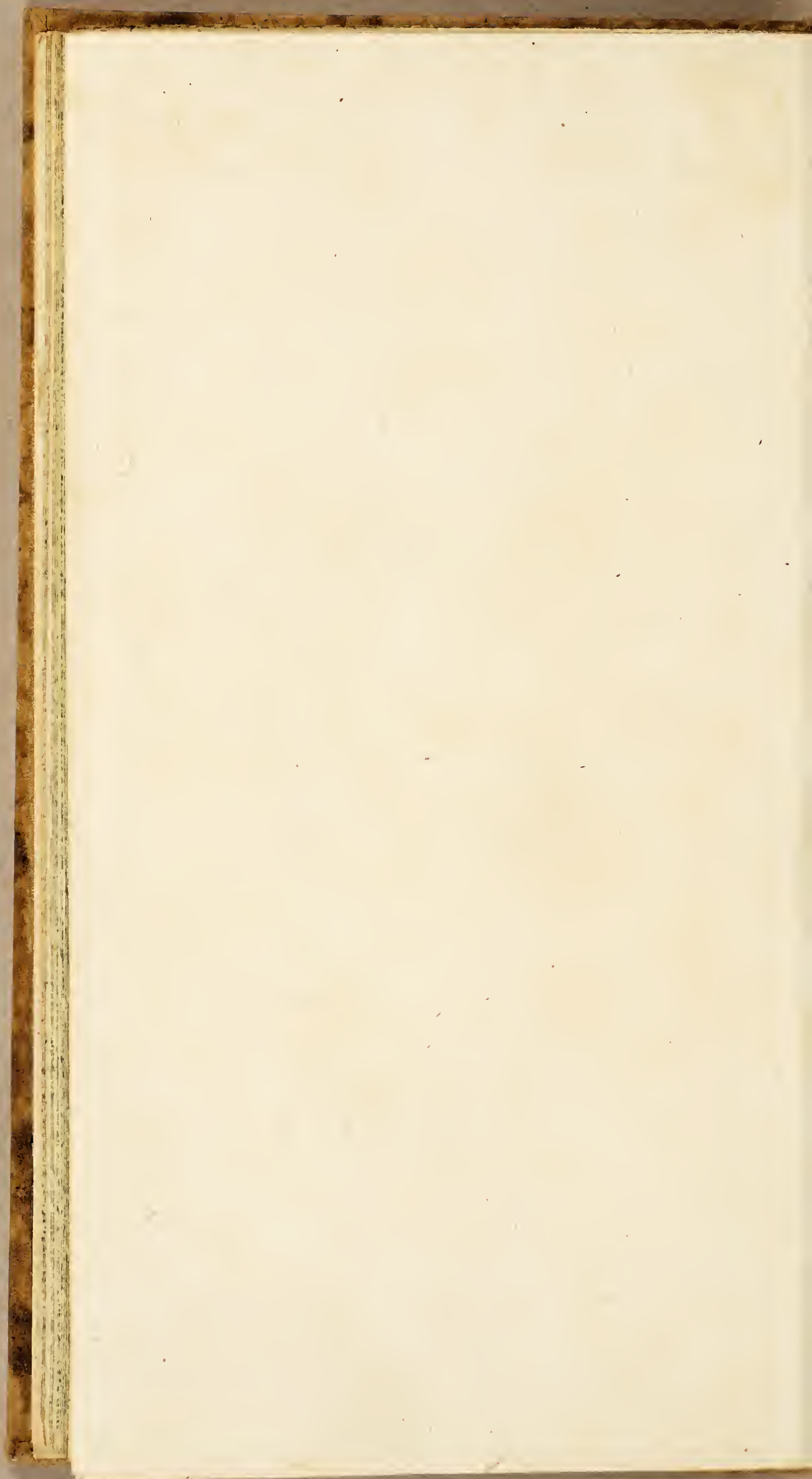
Page 29, cinquieme ligne, Ils offrent, *lisez* aussi ils offrent.

Page 32, à la seconde ligne, au lieu du mot livrer, *lisez* lever.

Page 38, ligne huitieme, de bras à ces, *lisez* des bras à ses.







EB

F515

1785

2

